

SE RÉAPPROPRIER ENSEMBLE L'AVENIR DE NOTRE MONDE



ATTAC-LIÈGE

Bimestriel de liaison et d'information du groupe Attac-Liège [asbl] • n°52 • août-septembre 2008

Belgique -Belgie
PP
40-49 LIEGE X
9/2858

attac

Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens

Avec le soutien de la Communauté Française éducation permanente



Edito

Déjà, dans l'air du matin, une fraîcheur au goût d'automne. Les oiseaux se sont tus. Les fruits mûrissent dans le bourdonnement des guêpes.

Nous sommes-nous arrêtés ? C'est pour mieux repartir. Certains se sont retrouvés sur le campus de l'université de Sarrebruck. « Trouvés », plutôt : c'était bien la première fois qu'à si grande échelle, des ATTAC de toute l'Europe et au-delà (le Maroc, par exemple) se réunissaient.

Rencontres, échanges, travail : en gros il s'agissait de partager ses réflexions et ses pratiques et d'approfondir des thèmes comme les paradis fiscaux, la démocratie politique et économique, l'Europe sociale, biens publics et privatisation, migration, climat et justice... Pas d'experts invités, donc, mais de solides et souvent fructueux débats. L'occasion de constater la diversité du mouvement, qui fait toute sa richesse, et l'importance de définir les termes utilisés, ceci tout particulièrement dans un environnement multilingue. Des ateliers plus ludiques ont permis en un temps record de mettre au point des performances de rue efficaces (chants, tambours improvisés...). Un tout grand bravo aux organisateurs qui, en bons Sarrois, ajoutaient l'humour à la compétence.

D'autres ont fait un bout de chemin avec les démarcateurs de l'après-croissance, dont les pas à empreinte écologique minimale empruntaient les chemins du nord de la France et du sud de la Belgique, en passant par des lieux menacés comme Maubray et Lessines, où des promoteurs envisagent de lancer des pistes de glisse intérieure, comme je vous le dis.

Flexibilité au travail, pouvoir d'achat, sécurité sociale, prix de l'immobilier, privatisations tous azimuts, les sources de préoccupation ne manquent pas. Reprenons les choses à la racine, qui dans notre système économique est l'argent, la finance. Les crises qui semblent nous encercler, prêtes à serrer, à étrangler, pouvons-nous y comprendre quelque chose ? OUI ! Et c'est pour nous aider à mieux comprendre, donc à mieux réagir qu'ATTAC organise un cycle de six conférences sur le thème « La Finance et le citoyen ».

Nous ne nous détournons pas pour autant de nos autres



chantiers. L'Europe que nous voulons, démocratique, sociale, écologique, reste le sujet de travaux spécifiques, tant à Bruxelles qu'à Liège. Une réunion aura lieu à Liège le 8 novembre et le 11 octobre nous participerons à une action internationale pour soutenir l'opposition au Traité de Lisbonne (telle qu'elle a pu se manifester en Irlande). Nous soutenons la lutte des sans-papiers pour des critères de régularisation et la fin du règne de l'absurde et de l'arbitraire. Nous nous impliquons dans la campagne « Mémoires coloniales », qui demande une reconnaissance officielle des torts causés aux peuples colonisés. Nous soutenons résolument le combat pour l'abolition de la dette des pays du Sud, par l'audit généralisé des dettes afin de faire apparaître le caractère odieux de la plupart.

Enfin nous maintenons plus que jamais nos exigences de justice fiscale, et dans ce cadre, nous sommes heureux de recevoir Marco Van Hees pour notre première AG commune de l'année, le 17 septembre prochain.

Nous sommes-nous arrêtés ? C'est pour mieux repartir. Et c'est reparti!

*Bonne retrouvailles,
bonne réflexion,
bon engagement,
bonnes solidarités
au quotidien !*



Assemblée générale

Mercredi 17 septembre à 19h30

à Liège, rue du Beau-Mur, 48

voir page 2



Attac-Liège

Centre liégeois du Beau-Mur,
48, rue du Beau Mur
4030 Liège
Tél : 04 349 19 02
liege@attac.be
www.local.attac.org/liege/
Permanence les mardis,
mercredis et vendredis
de 10 à 13 heures.

Attac-Wallonie-Bruxelles

wal-bxl@attac.be

Cotisations

- 7,5 euros pour les étudiants, chômeurs, temps partiels, retraités (1,25 euros/deux mois*)
- 15 euros pour les actifs (ou 1,25 euros par mois*)
- 30 euros pour les associations (ou 2,5 euros par mois*)

compte n° 001-3324624-25

* si vous optez pour l'ordre permanent

Certains n'ont pas encore payé leur cotisation 2008. Faites-le au plus vite. Et n'oubliez pas qu'il vous est possible de demander un ordre permanent annuel.

Assemblée générale

17 septembre à 19h30

Intérêts notionnels : un Frankenstein fiscal

Présentation par Marco Van Hees

Quel est ce monstre semant un carnage de plus deux milliards d'euros par an dans les finances publiques ? Créés de toutes pièces par le ministre des Finances, Didier Reynders, sur une idée originelle de la fédération patronale FEB, les intérêts notionnels sont une déduction fiscale offerte aux sociétés installées en Belgique. Un cadeau fiscal inconditionnel, qui n'implique ni investissement, ni création d'emploi. Un cadeau fiscal basé sur des intérêts purement fictifs (« notionnels ») que les sociétés n'ont pas déboursés. Un cadeau fiscal qui accroît encore davantage les bénéfices des entreprises, qui ont explosé ces dernières années, alors que le pouvoir d'achat de la population aurait tant besoin de ce budget.

Après avoir écrit *Didier Reynders, l'homme qui parle à l'oreille des riches* (Aden, 2007), Marco Van Hees, à la fois fonctionnaire au SPF Finances et journaliste, a consacré tout un ouvrage à l'étude de cette mesure : *Le Frankenstein fiscal du Dr Reynders - Tout ce que vous n'auriez jamais dû savoir sur les intérêts notionnels* (Aden, 2008). Il viendra présenter une projection powerpoint basée sur son livre lors de l'assemblée de rentrée d'ATTAC-Liège, ce 17 septembre 2008.

Nous préparons une université d'automne ATTAC Wallonie-Bruxelles pour 2009 à Liège.

Nous avons besoin de toutes les bonnes volontés. Rendez-vous le lundi 8 septembre à 19 heures, au Beau-Mur.

Il nous faudrait constituer une réserve de dessins et de photos de haute qualité. Pour ceci aussi, nous lançons un vibrant appel.

Photographes, dessinateurs amateurs, faites-vous connaître. C'est promis, vous ne serez pas fichés

CLIMAT ET JUSTICE SOCIALE : LE CAMPING DU BONHEUR

Du 11 au 13 juillet 2008, les démarcheurs de l'après-croissance faisaient halte à Maubray, sur le site où le Prince de Ligne, entre autre, prévoit de construire une piste de ski couverte (de la glisse 'indoor') - un de ces projets dont l'absurdité énergétique monumentale devrait être ressentie comme une véritable provocation par la grande majorité des terriens que nous sommes. On voit bien aussi comment se conjuguent atteinte au climat (par une empreinte énergétique démesurée) et injustice sociale, puisqu'il s'agit de donner

"du plaisir" (payent, évidemment) à une petite minorité de nantis, en contribuant à détériorer davantage les conditions de vie des populations les plus pauvres. Malgré les pressions qui ont empêché l'accès à la prairie initialement prévue, les marcheurs-campeurs ont trouvé un bosquet, un champ, une habitante courageuse pour les accueillir. Et beaucoup de bonne humeur pour faire savoir, sur la place du village, ce qu'ils pensent de pareils projets. 0 carbone n'est bien sûr qu'un slogan : nous dégageons nécessairement du CO2, mais nous pouvons choisir

d'en dégager moins, de nous chauffer, déplacer, faire à manger autrement. Ce qui hélas ne sert pas à grand chose si des avions décollent, si des camions sillonnent, si des flocons artificiels s'affolent...

L'impact de notre (dis)fonctionnement financier actuel sur l'environnement n'est pas suffisamment mis en évidence dans notre cycle La finance et le citoyen'. D'autres interventions sont prévues pour y remédier.

Une nouvelle manifestation internationale est prévue le dimanche 6 décembre.

Christine Pagnouille

Le mercredi 4 juin, lors de notre AG commune, nous avons reçu Robert Falony, journaliste depuis toujours, membre du PS aussi, mais fidèle à l'image de ce que devrait être ce parti pour mériter l'étiquette « socialiste ». Il nous a fait un exposé assez bref, suivi d'un échange de vues fort nourri. Ce compte-rendu fait la synthèse des deux.

Il commence par se pencher sur la situation économique actuelle et constate que même si d'une part le terme « crise » est parfois employé abusivement et si d'autre part le capitalisme a d'étonnantes capacités quand il s'agit d'absorber les chocs et de rebondir (sans bien sûr résoudre les problèmes des gens, mais en surmontant ses propres contradictions), 2007 a quand même senti souffler un vent de panique. Mais devant la crise du crédit immobilier qui risquait d'ébranler tout l'édifice de la finance capitaliste, les banques centrales ont rapidement réagi, et comme d'habitude c'est de l'argent public (le nôtre) qui est allé comblé des déficits privés, dus le plus souvent à un manque de prudence caractérisé. C'est ce qui s'appelle la socialisation des pertes. Ceci indique que la puissance publique peut bel et bien contrôler le capitalisme, mais démontre dans le même temps qu'elle choisit aujourd'hui de n'en rien faire. A ce que nous savons, à part l'exigence de comptes clairs, l'intervention s'est faite sans condition.

Notre conférencier trace ici quelques pistes pour un **réformisme radical** :

Réforme du système monétaire

Taxe de type «Tobin» (prélèvement sur les transactions financières)
Stabilisation du coût des matières premières
Réglementation des OPA sur entreprises, devenues aujourd'hui des marchandises comme les autres en oubliant les travailleurs
Séparation entre banques de dépôts et banques d'affaires

Réforme des agences de notations

Modification du statut des Banques centrales.

Outre les différents scandales financiers qui font apparaître des parallèles troublants avec la mafia, nous constatons

une dégradation du climat dont nous n'avons pas encore pleinement conscience, or intérêt du marché et protection de l'atmosphère sont incompatibles à court terme ;

une dégradation des services publics suite à leur démantèlement et privatisation plus ou moins ouverte.

Or que font les partis sociaux-démocrates au pouvoir ? Se présentant comme les « partis du moindre mal », ils se comportent en gestionnaires du capital, ils abandonnent tranchée après tranchée, et mettent parfois en oeuvre des politiques que la droite aurait du mal à faire passer.

Quelle critique de gauche pouvons-nous développer ? Il faut une plateforme commune anti-capitaliste, qui soit rendue publique comme outil de mobilisation de masse. Comment ? La presse de gauche n'existe pratiquement plus en Belgique à part des bulletins d'associations et de partis et le Journal du Mardi, publié tous les mois. Internet représente une autre possibilité de diffusion. Les centres de résistance sont nombreux, mais doivent être coordonnés.

Il nous faut quitter le modèle productiviste. Dès 1968, le rapport de Rome publiait un ouvrage qui désignait les limites de la croissance (*Limits to Growth*) ; en 1992, à Rio, Greenpeace dénonce l'aggravation des accidents climatiques ; ce n'est qu'en 2006 qu'un tournant semble s'effectuer dans l'opinion publique, ceci grâce notamment au film d'Al Gore, mais sans doute n'est-ce pas un hasard si cette même année le rapport Stern, remis au Parlement britannique, démontre l'impact économique de ces détériorations environnementales. Rappelons-nous, dès 1848, dans le Manifeste du Parti communiste visant à une « association où le libre développement de

chacun est la condition du libre développement de tous », Marx et Engels prévoyaient une « Combinaison du travail agricole et du travail industriel; mesures tendant à faire graduellement disparaître la distinction entre la ville et la campagne ». Il convient, également pour des raisons climatiques, et pour assurer la souveraineté alimentaire, de revenir à des marchés régionaux, éventuellement avec mesures protectionnistes.

La solidarité de classe, par delà les frontières, est-elle encore possible ? La grève à l'usine Renault de Dacia en Roumanie au printemps dernier et la solidarité internationale qu'elle a suscitée apportent une réponse encourageante.

Groupons-nous et demain...

LECTURES

Au CADTM, les livres se suivent à un rythme infernal !

Deux publications récentes (que vous aurez reçues en encarts, si vous êtes dûment abonnés aux *Autres Voix de la planète*, sinon c'est 18 et 14 euros) : *Banque mondiale : le coup d'état permanent* (2006) et *La Banque du Sud et nouvelle crise internationale* (2008).

Le premier démontre à partir d'une série de cas qu'à l'inverse de son discours officiel, la Banque mondiale ne combat nullement la pauvreté, qu'elle ne fait au contraire que la renforcer en contrecarrant des mesures qui pourraient aider les populations, et qu'à l'occasion elle n'hésite pas à soutenir, voire à installer des dictatures.

Le second présente et analyse cette nouvelle structure financière qui permettrait aux pays d'Amérique du Sud de financer leur développement indépendamment des institutions financières internationales puis développe les résistances et alternatives à la mondialisation néolibérale que nous pouvons observer dans certains pays, comme la Bolivie, l'Equateur et le Venezuela.

Pour remettre la finance à sa place, il faut connaître son fonctionnement. Les media serinent chaque jour un nouveau couplet sur la crise financière. Mais la chanson vieille de vingt ans devient rengaine et sa prose, morose et obscure, ne nous émeut guère. Pourtant, nous savons pertinemment que la finance orchestre les conditions de vie des populations de tous les continents, mais nous ne disposons plus des clés pour la comprendre, et réécrire la partition de notre destin commun. Hier encore, gorgé des gains excessifs liés à la spéculation, à la compression de nos salaires, à son chiffre d'affaires nourri de nos endettements, le capital bravait tous les risques. Aujourd'hui, emporté ou menacé de naufrage, il redécouvre les vertus des pouvoirs publics et de la socialisation des pertes...

Nous avons, en septembre 2007, montré que la crise des *subprimes* révélait une société de surconsommation et de surinvestissement à crédit. Nous avons également épinglé tous les écueils possibles de cette crise dont le spectre menaçait l'ensemble du système financier de la planète, notamment par le biais de la titrisation. Nous savons, à ce jour, que de nombreuses banques affichent, sinon des risques d'insolvabilité, en tout cas des problèmes de liquidités. Elles recapitalisent par appel aux fonds souverains des pays émergents, aux prêts massifs des banques centrales, voire aux nationalisations, soit aux fonds publics. La crise financière globalisée mute progressivement en crise purement économique. Tel fut également notre propos d'avril 2008. Nous en sentons déjà les effets, notamment sur notre pouvoir d'achat puisque, parallèlement, l'inflation est au rendez-vous en Occident et la crise alimentaire sévit déjà dans les pays les plus pauvres.

Nos «sous» semblent si petits à côté de la puissance des masses financières qui font tourner le monde,

que notre perception tend à les dissocier, comme s'ils ne relevaient pas d'un seul et unique système : celui de la monnaie. Mais la monnaie elle-même nous semble un instrument émancipé de toute régulation de son propre système, qui ne répond qu'à des lois d'utilité sur sa propre valeur et ses propres effets. Déréglementée ou sans loi, soustraite à toutes considérations morales, sociales ou collectives, son lien avec l'économie réelle et la construction d'un avenir commun est, sinon rompu, totalement distendu. Hors arbitrage public, le rapport de la monnaie aux citoyens s'est brouillé : leur confiance a vacillé. Il est temps de s'en réapproprier une lecture claire.

C'est ainsi qu'ATTAC (Association pour la Taxation des Transactions Financières pour l'Aide aux Citoyens), «HORIZONS» (l'organisme d'intérêt collectif des étudiants des Hautes Études Commerciales), la FÉDÉ. (Fédération des étudiants de l'Université de Liège) et le CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde) décident de lever le voile sur ces matières complexes qui déterminent notre existence et sous-tendent nos droits de participation démocratique à la définition de notre société. C'est ainsi qu'ils organisent, dès septembre, le cycle de conférences «**La finance et le citoyen**», suivies chacune d'une rencontre ultérieure, destinée à approfondir notre réflexion sur les différents sujets abordés, grâce aux échanges, questions et confrontation d'idées qui surgiront.

Comprendre pour agir, telle est l'ambition du programme qui suit.

Liêm **HOANG-NGOC** **Crises d'hier, crise des «subprimes» et crise de demain ?**

Le 25 septembre 2008, 19h30, à la salle Cothot, Ulg

Mars 2007, la crise des «subprimes» du secteur immobilier américain déclenche progressivement l'éclatement d'une crise financière globale. L'origine de cette crise trahit les défaillances de l'ensemble de la structure et de la gouvernance du système financier. Depuis la fin du XVII^e, l'histoire est ponctuée par des crises et celle d'aujourd'hui rappelle sévèrement celle de 1929,...

→ Le point sur la crise et sur les intentions de régulation mondiale.

Dominique **PLIHON** & Eric **TOUSSAINT** **Du Nord au Sud les effets de la crise**

Le 23 octobre 2008, 19h30, à «Art.23»

Juillet 2008, les indicateurs de risque de crise systémique restent élevés. Les Autorités s'inquiètent de la qualité du crédit, des réactions boursières, de l'impact sur la croissance, des prix des matières premières, des crises alimentaires, de la chute du dollar, du retour de l'inflation,...

→ Le point sur les conséquences financières, économiques, sociales, politiques et géopolitiques de la crise en Occident, dans les pays émergents et les pays les plus pauvres.

Cuy **QUADEN** & Fréd. **LORDON**

Les banques centrales : rôles et gestion de la crise
Le 20 novembre 2008 (sous réserve), 19h30 à HEC-ULg

La monnaie, poumon de l'économie, détermine nos conditions d'existence. Complexe, dématérialisée, dépolitisée, sa création et son contrôle échappent au citoyen. La



crise ébranle sa confiance. Aujourd'hui, les banques centrales, souvent autonomes, prêtent massivement des liquidités aux banques...

→ Le point sur le rôle des banques centrales vis-à-vis de la monnaie, des autres organisations financières et de la crise. Débat sur de nouvelles perspectives.

Claude **QUÉMAR**
& Michel **HERMANS** :
**Mondialisation et crise
du système financier**

Le 19 février 2009, 19h30,
à HEC-ULg

La mondialisation et les politiques monétaristes de libre circulation des capitaux, de taux de change flottants, ... ont induit des modifications dans le système monétaire et financier : internationalisation, concentration, désintermédiation, décloisonnement, déréglementation, émergence de fonds divers, produits de placement complexes, spéculation excessive,...

→ Le point sur ces évolutions et le rôle des organisations financières internationales. Alternatives.

Benoît **DEJEMEPPE**
**Crise,
devoirs d'État et finance**

Le 12 mars 2009, 19h30,
à la salle Cothot, Ulg

Les États participent aux nouvelles stratégies financières par la création de fonds souverains, la titrisation, ... et face à la crise, nationalisent et socialisent les pertes. Ils tolèrent les places «off-shore» et paradis fiscaux, favorisant la fraude et la criminalité financière qui appauvrissent lourdement leur budget. Crises et accidents dévoilent des irrégularités comptables au niveau des banques et chambres de compensation,...

→ Le point sur la délinquance financière, l'évolution du droit et les initiatives de résistance.

Jean-Pierre **HUPKENS**
& le **CRÉDAL**

**Le citoyen et sa banque,
face à la crise**

Le 23 avril 2009, 19.30 hres, à
«Art.23»

Le citoyen, client obligé d'un service bancaire dépersonnalisé, règle lui-

même les opérations qui lui sont facturées. La crise dénonce l'abus de sollicitation au crédit coûteux pour victimes complaisantes et surendettées. À salaires réduits, croissance exige vie à crédit. L'épargnant se voit fourguer des produits de placement sophistiqués dont il ne maîtrise ni les risques, ni les charges en commissions. Le travailleur subit les rachats d'entreprises par endettement à effet de levier (LBO),...

→ Le point sur le citoyen et sa monnaie. Les alternatives.

Vicky **GOOSSENS**, *De crise en crise... que dit la météo de la finance.*

<http://www.local.attac.org/liege/pdf/47.pdf>

Titrisation : transformation de créances en titres financiers émis sur le marché des capitaux.

Vicky **GOOSSENS**, *Chronique de la finance*, mai 2008,

<http://www.local.attac.org/liege/pages/documents15.html>

La crise financière liée au crédit immobilier (appelée crise des *subprimes*) qui a éclaté en août 2007 a joué le rôle de révélateur de changements fondamentaux. Parmi ceux-ci, le rôle des fonds souverains.

Ces fonds, pour citer Philippe Ledent, dans *Le Soir* du vendredi 8 août 2008, « s'apparentent à des fonds institutionnels d'investissement, à la différence qu'ils gèrent les réserves financières d'Etats souverains ». Il s'agit principalement de pays émergents (Asie, Moyen-Orient) mais aussi européens (Russie, Norvège...) dont la richesse repose sur leurs recettes énergétiques (Emirats arabes unis, Koweït, Norvège...) ou sur leurs excédents commerciaux (Singapour, Chine, Corée du Sud...). La préoccupation qu'ils suscitent se traduit par la constitution d'un groupe de travail international sur les fonds souverains au sein du FMI, qui s'est réuni les 30 avril et 1er mai 2008. Il rassemble 25 pays membres disposant de ces fonds et des représentants de l'OCDE et de la Commission européenne. Son objectif « est de parvenir à un accord sur une série de principes que les fonds souverains pourront appliquer S'ILS LE SOUHAITENT, en s'inspirant pour cela des principes et pratiques en

vigueur, afin d'aider à maintenir la libre circulation des investissements transfrontières ainsi que l'ouverture et la stabilité des systèmes financier ».¹

Désormais les gouvernements de pays du Sud disposent d'environ 70% des réserves mondiales estimées à trois trillions de dollars. Leur capacité annuelle d'intervention s'élèverait à plus ou moins 3.000 milliards de dollars et pourrait atteindre, selon certaines estimations, un montant allant de 10 à 15.000 milliards de dollars à l'horizon 2015-2020. Ainsi, à titre d'exemple récent, la Chine a lancé le 29 septembre 2007 un fonds souverain doté d'un capital de 200 milliards de dollars, la CIC (China Investment Corporation), d'ores et déjà placée au 6^e rang mondial de ces fonds². En Europe, la France et l'Allemagne redoutent une captation technologique par les fonds souverains qui permettraient à leurs Etats d'obtenir des savoir-faire résultant de l'investissement global en recherche d'un pays développé. Au sein du Sénat français, dans un rapport d'information, il est déclaré que « les pays du G7 redoutent que ces fonds acquièrent à des fins politiques plus qu'économiques des entreprises stratégiques... » et que « la France... partage les interroga-

tions actuelles sur ces fonds... ». Dans le même état d'esprit qu'Angela Merkel, le Ministre-Président de l'Etat de Hesse, Roland Koch, affirme que « L'Europe ne doit pas devenir le jouet des autres pays ou des grosses entreprises publiques étrangères en matière d'économie » mais souligne que l'Allemagne « ne dispose pas d'outils pour détecter les investissements par des fonds d'Etat susceptibles d'être motivés stratégiquement »³.

Nous pourrions nous réjouir de voir ainsi s'inverser un rapport de force entre Nord et Sud ... si vraiment il y avait renversement. En fait, il n'en est rien. Les détenteurs de ses avoirs ont beau être pour la plupart des gouvernements de pays longtemps dominés économiquement, ils semblent avant tout soucieux de maintenir l'ordre établi. En 2007, ces fonds sont intervenus pour aider à la recapitalisation d'institutions financières des USA et d'Europe à concurrence d'au moins 45 milliards de dollars, jouant un rôle stratégique dans une crise que les Etats-Unis et les pays développés ont fait naître. Cette année, en Belgique, selon *De Tijd*, le fonds Lybian Investment Authority aurait participé à l'augmentation du capital de Fortis, à hauteur d'un montant non

Quelques apports de capital des fonds souverains dans les banques de l'Union européenne et des Etats-Unis

SOCIÉTÉ	PARTICIPATION	MILLIARDS DE \$	FONDS SOUVERAINS
Barclays	1,8 %	2,0	Temasek Holding (Singapore)
Citigroup	1,6 %	3,0	Kuweit Inv. Authority
Citigroup	3,7 %	6,9	Govt of Singapore Inv. Corp.
Crédit Suisse	1,0 %	0,6	Qatar Inv. Authority
Merill Lynch	9,4 %	4,4	Temasek
Merill Lynch	3,0 %	2,0	Holdings(Singapore)
UBS	9,8 %	9,8	Korea Inv. Corp.
UBS	2,0 %	1,8	Govt of Singapore Inv Corp.
Morgan Stanley	9,9 %	5,0	Saudi Arabian Monetary Ag. China Inv. Corp.

Source : Sovereign Wealth Fund Institute

révélé, après l'annonce de l'assureur chinois Ping An manifestant son intention d'acquérir 5% des actions de la dite société. Ils accourent à la rescousse et jouent le même jeu.

La menace perçue par les dirigeants occidentaux porte plutôt sur les intérêts strictement nationaux. Ainsi dès 1987 (et notons au passage que ces fonds souverains ne sont pas un phénomène nouveau), Margaret Thatcher avait obligé le fonds du Koweït (Kia) à revendre sa participation de 22% dans BP, y voyant une menace de pression. Le fonds Emirati de Dubaï avait envisagé en 2005 le rachat de six infrastructures portuaires aux USA, mais avait dû abandonner le projet. Ce même fonds allié à celui du Qatar (KIA) détient 48% de la Bourse de Londres. Le fonds chinois CIC vient d'investir 3 milliards de dollars dans le fonds américain Blackstone, spécialisé dans le LBO (« Leverage Buy-Out », rachat d'entreprises par

emprunt), mais moyennant des limites dans les droits des actionnaires. Les deux fonds de Singapour investissent sur tous les continents, actuellement sur l'opérateur portuaire européen PSA. Dans les deux dernières années, le fonds de Dubaï a acquis 3% des parts d'EADS (Agence européenne de l'espace) après avoir obtenu 2% de Daimler, constructeur automobile allemand qui avait cédé 7% à un fonds koweïtien (KIA).

Ces fonds représentent un autre danger : l'opacité. Certes, ils ne subissent pas la pression d'investisseurs extérieurs qui seraient à même d'exiger le remboursement de leur capital en fonction de leur bon vouloir du moment ou d'une nécessité de liquidité ; mais ils n'ont pas non plus de comptes à rendre. Le mode de gouvernance interne de ces fonds, affirme des analystes¹, est souvent difficilement mesurable. Ainsi, entre autres, ni les méthodes comptables, ni les actifs sous gestion

ne sont livrés. Quant à leurs objectifs, ils ne sont que très rarement dévoilés. Or c'est leur stratégie et elle seule qui détermine leurs interventions.

Remarquons pourtant, avec B. Cœure⁵, que les fonds souverains garderaient un poids limité sur les marchés financiers mondiaux, même si tous adoptaient des règles de gestion identique, et qu'à ce jour, aucun n'a dépassé un seuil d'investissement de 10% là où ils se sont implantés, ni réclamé une représentation au sein des conseils d'administration.

Et soulignons une exception : le fonds souverain de Norvège (CPFG) : son objectif, clairement énoncé, porte sur l'avenir social de ses citoyens ; il ne prend guère de participations au-delà de un pour cent du capital d'une entreprise et exclut WalMart et celles qui sont liées à l'armement.

À suivre et à juger !

1. « La Chine a d'ailleurs déclaré vouloir consacrer 300 milliards de dollars par an à des prises de participation dans des entreprises étrangères » in Rapport d'information n° 33 (2007-2008) du Sénat français, fait au nom de la commission financière, déposé le 17/10/2007. La ministre des Finances Christine Lagarde a créé, cette année, un organisme de réflexion à propos de ces fonds.

2. Rapport d'Information du Sénat, voir note précédente.

3. L'Echo, le 23 juillet 2008.

4. Baltimore, Miami, New-York, Newark, Nouvelle-Orléans, Philadelphie.

Carte blanche de N. Baverez (Le Monde 21 mai 2008).

Chargé de cours en sciences économiques à l'Ecole Polytechnique.

UNIVERSITÉ EUROPÉENNE D'ÉTÉ D'ATTAC,

Sarrebruck début août 2008

Des ateliers, des forums : du vrai beau travail de collaboration entre Attac de presque toute l'Europe (800 participants venant de 28 pays).

Nombreuses déclarations, nombreux projets, des réseaux qui se créent ou se renforcent (ainsi un réseau « jeunes », un réseau féministe, un réseau contre la privatisation de l'eau « Aquattac », un réseau « Amérique latine », un réseau pour les chemins de fer publics, un autre sur la flexicurité, autour notamment

d'Henri Houben (voir le site de Bruxelles¹), un sur la lutte contre les paradis fiscaux. Nous y reviendrons dans les prochains numéros. Eric Nemes a brièvement exposé les raisons de notre opposition au terme, à la fois trop vague et trompeur de « démocratie participative », faisant remarquer que dans la liberté de se représenter soi-même, on perpétue les inégalités du système et donne plus de pouvoir à ceux qui en ont déjà. Son argumentaire, ainsi que celui d'Englebert Renier, seront

bientôt en ligne sur le site d'attac Liège.

Dans les journées de mobilisation internationale, retenons déjà

→ le samedi 11 octobre Non c'est non

→ des actions d'Attac France sous la présidence française de l'UE

→ une mobilisation pour une Europe sociale en mars 2009.



L'AGENDA D'ATTAC LIÈGE

http://www.local.attac.org/liege/pages/agnd_F.html

Lundi 1^{er} septembre 19h30 *

Réunion du groupe de coordination

Mercredi 3 septembre, 19h

Réunion du groupe Europe

Samedi 6 et dimanche 7 septembre

Retrouvailles, comme chaque année
Au Parc de la Boverie

Lundi 8 septembre à 19 h. *

Réunion de préparation de l'université d'Attac 2009.

Mardi 9 septembre 20 h *

Groupe de lecture
(livre de Michel Aglieta et André Orléan, *La monnaie, Entre violence et confiance*, Odile Jacobs, 2002)

Mercredi 10 septembre 18h30

Réunion de coordination des Attac de Wallonie Bruxelles à Namur

Jeudi 11 septembre, 20h

Cinéclub au Parc : film « Gomorra » + débat avec François Gobbe (voir encart)

Mercredi 17 septembre, 19h30 *

AG commune avec comme invité Marco van Hees
(voir encadré page 2)

Jeudi 25 septembre 2008, 19h30

Cycle de conférences 'La Finance et le citoyen'
«Crises d'hier, sub-primes et crise de demain»
Invité : Liêm Hoang-Ngoc (ATTAC-France)
ULg, place du 20-Août, salle Gothot, 1^{er} étage

Samedi 27 septembre, de 9h30 à 17 h

Les monuments coloniaux : lieux de mémoire contestés une journée de réflexion organisée par le collectif «Mémoires coloniales», avec projection de films, conférences et débats
Salle du SETCA - 18 place de Dinant - Bruxelles

Lundi 6 octobre 19h30 *

Réunion du groupe de coordination

Mardi 7 octobre 20 h *

Groupe de lecture

Samedi 11 octobre

Mobilisation à Bruxelles contre l'adoption du Traité de Lisbonne «No means No» (Non, c'est non), en soutien au vote négatif en Irlande

Jeudi 16 octobre, 20h

Cinéclub au Parc en partenariat avec le CADTM et Tempo Color : film « La fin de la pauvreté » (voir encart)

Jeudi 23 octobre 2008, 19h30

Cycle de conférences « La Finance et le citoyen »
«Du Nord au Sud : les effets de la crise»
Invités : Éric Toussaint (CADTM) et Dominique Plihon (ATTAC-France)
Salle Art. 23, place E. Dupont 1

Lundi 3 novembre 19h30 *

Réunion du groupe de coordination

Samedi 8 novembre de 10 à 17 h30 *

Réunion avec attac WB « Quelle Europe voulons-nous ? »

Samedi 15 et dimanche 16 novembre, de 13 à 23 heures

Foire du livre politique
Ancienne Halle aux viandes, esplanade de la Cité administrative

Jeudi 20 novembre 2008 à HEC, 19h30

« Les banques centrales : rôles et gestion de la crise »
Invités : Guy Quaden (Dir. Banque Nationale de Belgique) et Frédéric Lordon (Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme, 2008)
HEC, rue Louvrex

Fin novembre ou début décembre 2008

Activité avec le CADTM

L'AUTRE AGENDA

Mercredi 3 septembre à 18 h.

Rassemblement devant l'Hôtel de Ville puis manifestation vers le domicile de Didier Reynders, pour que notre interpellation au gouvernement, « une circulaire juste et humaine », soit transmise et que l'accord gouvernemental de mars soit respecté !
Organisation CRACPE, appui aux sans papiers.

Mardi 9 septembre, 15 h.

attentat chromatique sur la statue de Léopold II
place du Trône à Bruxelles

Jeudi 11 septembre, de 13h30 à 17h30

Après-midi de formation et de réflexion sur les leçons à tirer du coup d'état au Chili le 11 septembre 1973.

Organisé par l'Union Liégeoise pour la Défense de la Paix (ULDP) et la FGTB Liège-Huy-Waremme.

Inscription 04 221 95 86 ou alice.minette@fgtb.be

Voir détail pages 9-10 du bulletin d'août

<http://www.uldp.be/admin/uploads/pdfs/Bulletin%20août08.pdf>

FGTB Place St Paul, Salle S. Allende, 1^{er} étage

Dimanche 14 septembre

(journée du patrimoine)

découverte du patrimoine colonial de Bruxelles

17 au 21 septembre

Forum Social Européen à Malmö en Suède

Cette année, le FSE posera ses chapiteaux à Malmö en Suède.

Des dizaines de milliers

de militants de toute l'Europe participeront durant une semaine aux rencontres,

créations d'idées innovantes et actions.

Venez nous rejoindre !

En car et camper à Malmö ?

Info sur le site de la coordination, du Forum Social de Belgique et du FSE:

www.autresmondes.be ; www.wsf.be et www.esf2008.org

Jeudi 2 octobre 19h30 *

Les amis du Monde diplomatique invitent Jean-Paul De Simpelaere pour débattre de la question du Tibet

Samedi 25 octobre, départ 7h du matin

Voyage sur les lieux de luttes collectives :

«De la révolution industrielle à la concrétisation des utopies» au musée du textile et de la vie sociale à Fourmies et au familistère de Guise (Nord de la France)

Proposé par le Centre d'Action laïque de la Province de Liège.

Prix 20 euros 068-2270037-70

Rendez-vous devant le CAL, 86 bd d'Avroy.

Mardi 11 novembre, 11 h.

Cérémonie commémorative aux soldats congolais inconnus morts pour la Belgique
Square Riga, Schaerbeek

Mardi 12 novembre

Asbl d'Une Certaine Gaieté (04/222 12 46)

Repas littéraire avec Kenan Gorkun à L'Aquilone

Bd Saucy

Samedi 6 décembre 14h30

Manifestation nationale et internationale «Climat et solidarité»

Bruxelles Gare du Midi

(voir site <http://www.climatetjusticesociale.be>)

(*) au Centre Liégeois du Beau Mur, rue du Beau Mur, 48-50 à 4030 Grivegnée. L'autre agenda